****

**Fonctionnement du programme Culture-Justice Bretagne 2023**

1. **Présentation du contexte Culture-Justice**

Les ministères de la Justice et de la Culture mènent depuis près de 40 ans une politique commune en faveur de l’accès à la culture pour les personnes sous main de justice. Le quatrième protocole d’accord a été signé entre les deux ministères le 14 mars 2022. La déclinaison régionale de cette politique interministérielle Culture/Justice est formalisée par la convention 2021-2024 signée entre la Direction des Affaires Culturelles des Bretagne, la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bretagne Normandie, Pays de la Loire (DISP de Rennes-Grand Ouest) et la Direction interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (DIRPJJ Grand Ouest).

Le programme de financement conjoint qui en est issu s'adresse à tous les établissements / services de l'administration pénitentiaire (AP) et de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), en partenariat avec les équipes artistiques et structures culturelles de Bretagne. Il est organisé au bénéfice des personnes placées sous main de justice, des mineurs et jeunes majeurs confiés à la protection judiciaire de la jeunesse, de leur famille et des professionnels de la justice.

Les partenariats peuvent s'établir dans toutes les disciplines culturelles et artistiques.

Les projets peuvent prendre des formes diverses (ateliers de pratique artistique, actions de médiation enrichies ou encore résidences d'artistes...). Le processus et l'apprentissage liés à la rencontre avec l'artiste, avec son œuvre et sa démarche de création restent primordiaux.

La mise en place d'un projet ambitieux nécessite une réflexion et une construction partagées entre les équipes de professionnels de la justice et de la culture.

1. **Les acteurs**

Les partenaires commanditaires du programme et financeurs des actions sont les suivants :

* Ministère de la Justice
* Pour les majeurs : DISP de Rennes-Grand Ouest / SPIP implantés dans chaque département
* Pour les mineurs : DIRPJJ Grand-Ouest / DTPJJ 35/22 et DTPJJ 29-56
* Ministère de la Culture :
* Pour les majeurs et les mineurs : DRAC de Bretagne, Service action culturelle et territoriale

Les acteurs culturels souhaitant développer un projet à destination des personnes majeures sous main de Justice ou jeunes suivis par la PJJ en région Bretagne doivent, avant toute démarche, prendre contact avec les personnes en charge de l’action culturelle au sein des services et des établissements visés.

**Pour l’administration pénitentiaire**

Un SPIP (Service pénitentiaire d’insertion et de probation) est présent dans chaque département. L’action culturelle dans les établissements pénitentiaires relève de leur compétence.

Au sein de chaque SPIP existe une ou plusieurs personnes en charge de la coordination culturelle en milieu pénitentiaire *(cf. 9. Contacts)*, chargées de proposer, concevoir et mettre en œuvre un programme d’actions culturelles au sein de l’établissement pénitentiaire dans le(s)quel(s) elle intervient.

Les acteurs culturels porteurs de projets sont invités à se rapprocher de ces personnes pour évaluer la faisabilité d’un projet et travailler conjointement à sa construction.

Un projet qui aura été élaboré en dehors de ce cadre ne pourra pas aboutir.

**Pour la Protection judiciaire de la jeunesse**

En Bretagne, deux directions territoriales (DTPJJ) ont la responsabilité des services et établissements PJJ relevant du secteur public et assurent le suivi de l’activité du secteur associatif : à Quimper pour le 29-56, à Rennes pour le 35-22.

Pour chacune des deux directions territoriales, un.e conseiller.e technique est en charge du développement et du suivi de l’action culturelle.

Pour envisager un projet culturel en lien avec les adolescents suivis par la PJJ, il faut avant tout se rapprocher des équipes éducatives exerçant au sein des services de milieux ouvert, des établissements de placement et/ou d’insertion de chaque territoire. Un projet qui n’aura pas été construit conjointement avec l’une de ces structures ne pourra pas aboutir.

La liste des conseillers techniques (cf. – 8. Contacts).

1. **Cahier des charges du programme de financement**

**a) Critères d'éligibilité des projets déposés**

* Le projet doit être porté par des structures culturelles dont la qualité du travail est reconnue et implique nécessairement l’intervention de professionnels rémunérés.

Sont considérés comme structures culturelles : théâtres, festivals, conservatoires, centres chorégraphiques, scènes de musiques actuelles, bibliothèques, librairies, maisons de la poésie, centres d'archives, cinémas art et essai, structures d'éducation à l'image, centres et lieux d'art, FRAC, artothèques, écoles d'art, musées d'appellation "musées de France", centres d'interprétation du patrimoine.

* Il mobilise des artistes témoignant d’une activité de création récente, diffusée dans des lieux professionnels.
* Le choix artistique relève de la compétence de la structure culturelle.
* Les projets doivent favoriser l’ouverture à un ou plusieurs domaine(s) artistique(s) à travers l’accès aux œuvres, à la rencontre avec un ou plusieurs artistes et la pratique artistique sur un principe de parcours. Les interventions qui ne seraient qu'une succession d'animations ou d'ateliers sans lien entre eux ne pourront pas être prises en compte.
* Un véritable dialogue entre la structure culturelle et l'établissement ou le service est nécessaire pour la construction d'un projet partagé. Le projet doit être pensé, construit et rédigé en étroite collaboration avec la structure culturelle et l'artiste concernés.
* Cette démarche est fondée sur une logique de projet. Les associations intervenant en établissement ou dans les services ne peuvent donc prétendre à une aide de fonctionnement dans le cadre de ce dispositif. Elles peuvent en revanche, être des partenaires de projets culturels présentés par les établissements ou les services.
* En dehors des autres financements possibles, le montant de cofinancement doit être paritaire entre le ministère de la Justice et le ministère de la Culture.

**b) Projets privilégiés**

* Les projets affirmant une forte ambition artistique.
* Les projets dont le contenu représente un levier dans le parcours d'insertion des personnes placées sous main de justice.
* Les projets structurants et s'inscrivant dans la durée.
* Les projets de coopération entre plusieurs services ou plusieurs établissements, qui permettent de créer des passerelles et d’associer différents acteurs.

Une fois expertisés en commission (cf. 8. Calendrier Culture/Justice 2022), les projets sont soumis à l'avis de l'instance décisionnelle Culture/ Justice (DRAC-DISP/PJJ) qui valide le financement des projets retenus dans le respect des engagements conclus entre les partenaires, dans le cadre de la convention régionale, en tenant compte du montant des crédits disponibles pour l'exercice budgétaire et des orientations des deux ministères.

**c) Modalités de financement et notifications**

Les actions liées au projet ne doivent pas être terminées au moment du dépôt de la fiche action. Aucun financement rétroactif ne peut être accordé.

Les financements sont attribués annuellement pour le projet présenté. Ils ne peuvent servir à couvrir les frais de fonctionnement de l'établissement ou du service ou de l'opérateur culturel, mais doivent être affectés aux dépenses induites par chaque projet.

**Pour la DRAC :**

La DRAC soutient l'intervention de structures culturelles professionnelles impliquées dans les projets. Son aide est versée au partenaire culturel et couvre la rémunération des intervenants, les coûts de matériel liés à l’action et leurs défraiements.

Courant avril, le service de l’action culturelle et territoriale adresse aux structures culturelles dont les projets sont retenus un courriel d’attribution de subvention, en leur précisant éventuellement les pièces justificatives à fournir. Dans le cadre de la simplification administrative, ce courriel vaut notification.

Un dossier Cerfa ainsi qu’un compte-rendu financier de subvention (pour les actions ayant été financées en N-1) seront à remplir et à retourner au Service de l’action culturelle et territoriale. La subvention leur sera versée dès que le dossier sera complet.

Si l'action prévue et aidée dans le cadre du programme culture-justice n'est pas réalisée, la subvention octroyée par la DRAC devra être reversée.

**Pour l'AP :**

La DISP transmettra toutes les informations utiles et nécessaires aux SPIP et coordonnateur·rice.s de l’action culturelle en milieu pénitentiaire, qui se chargeront d'informer les porteurs de projets des arbitrages de la commission de programmation. Les projets validés dans ce cadre font l'objet d'une convention de prestation signée entre les services de l’administration pénitentiaire concernés et la structure culturelle. Le règlement correspondant au montant attribué par le SPIP est effectué à l'issu de la réalisation de l'action ou du projet et après le dépôt d’une facture sur la plateforme CHORUS.

**Pour la PJJ** :

Les DT informent les services et les porteurs de projet du résultat de la programmation.

Les structures culturelles~~,~~ dont les projets ont été retenus, doivent adresser à la direction territoriale qui les concerne une demande de subvention : dossier CERFA pour les associations, convention dans tous les autres cas.

Les directions territoriales sont les interlocutrices de la DIRPJJ concernant l’instruction des dossiers qui doivent être complets. La DIR transmet les avis de versement de subvention aux DT avant juillet.

1. **Modalités de candidature**

La dem ande de financement sera déposée sous la forme d'une fiche action (cf. annexe).

Les fiches actions doivent être détaillées. Elles devront faire apparaître notamment :

* Le projet précis (intention et objectifs du projet, informations sur la structure, sur les intervenants, critères d'évaluation),
* Les intervenants,
* Les dates d’interventions,
* Le budget (frais artistiques dont tarif/horaire), frais de déplacements, hébergement, frais administratifs ou de structures, petit matériel, communication, etc. ~~et~~ Les produits devront mentionner « acquis » ou « demandé ».
* Le contact courriel et téléphone du ou des référents de la structure culturelle porteuse.

Tous les documents (écrits, vidéos, sonores) permettant de mieux comprendre le projet peuvent être transmis avec la demande.

Les fiches actions doivent être doublement validées :

* pour l'AP : par le SPIP en lien avec l'établissement **et** par le partenaire culturel ; puis adressées aux chargés de mission régionaux qui les transmettront à la DISP et à la DRAC,
* pour la PJJ : par le directeur de service PJJ **et** le partenaire culturel ; puis adressées aux conseillers techniques chargés de l’action culturelle en DT, qui les transmettront à leur tour au chargé de mission, à la DRAC.

Cette double validation prendra la forme la plus adaptée au contexte (doubles signatures, mail de confirmation).

En cas de renouvellement de l'action, il est nécessaire de joindre le bilan de l'action réalisée (formulaire de bilan inclus dans la fiche action). Si l'action est encore en cours, un bilan d'étape doit être transmis.

Aucun nouveau projet de la structure ne sera pris en compte en l'absence de bilan.

**Qui est le porteur du projet ?**

Si une seule structure intervient, elle devient le porteur du projet.

Si plusieurs structures sont engagées dans un projet, les partenaires choisissent une structure porteuse (en cas de difficultés, les situations seront examinées au cas par cas).

1. **Communication**

**Les logos** des partenaires devront apparaître selon les instructions de ces partenaires sur les documents liés aux projets soutenus.



Les projets soutenus doivent **faire apparaître la mention suivante** :

*« Cette action est financée dans le cadre du programme régional Culture-Justice Bretagne soutenu par la DRAC Bretagne, la DISP Grand-Ouest et la DIRPJJ Grand-Ouest ».*

1. **Diffusion extérieure des productions réalisées**

La diffusion extérieure des productions réalisées en milieu carcéral et dans les établissements et services du secteur public ou du secteur associatif habilité de la protection judiciaire de la jeunesse prenant en charge des mineurs, est soumise au respect du cadre juridique et réglementaire dans laquelle elle s'inscrit.

Par ailleurs les projets relatifs à la réalisation d’images ou de vidéos devront être mis en œuvre dans le respect du droit à l’imagedes personnes placées sous-main de justice et des mineurs sous protection judiciaire.

**Aussi les porteurs de projets doivent prévoir dès l'écriture du projet les éventuelles diffusions / valorisations extérieures envisagées et respecter les procédures d’autorisation de sortie et de diffusion existantes.**

Après accord pour leur diffusion en direction du public par le Ministère de la justice, les productions écrites, sonores, vidéos issues des projets menés en détention ou dans les services devront être transmises à la DRAC des Bretagne, à la DISP et à la DIRGO-PJJ.

1. **Calendrier Culture-Justice 2023**

**Eté 2022 :** lancement du programme interministériel Culture-Justice Bretagne et diffusion de la fiche action type (cf. annexe).

**Novembre**: commissions de pré-programmation régionale (DRAC/DISP – DRAC/DTPJJ) pour présenter et échanger sur les projets pressentis pour 2023, et recueillir avis et conseils de la DRAC.

**16 janvier** : date limite de dépôt des dossiers auprès de chaque partenaire concerné :

* Pour la DRAC : justice-drac.bretagne@culture.gouv.fr
* Pour l’AP : dpippr-uppi.disp-rennes@justice.fr
* Pour la PJJ :
	+ - 29-56 valerie.elies@justice.fr
		- 35-22 nathalie.le-lay@justice.fr

**Mars :** commissions de programmation Culture/Justice (DRAC/DISP – DRAC/DTPJJ).

1. **Contacts** *(au 18 octobre 2022)*

**Ministère de la Culture / DRAC Bretagne**

Service action culturelle et territoriale :

* Annie ROGOW, conseillère en action culturelle et territoriale : justice-drac.bretagne@culture.gouv.fr
* Catherine SORIN, assistante : justice-drac.bretagne@culture.gouv.fr / 02 99 29 67 83

**Ministère de la Justice / Administration Pénitentiaire**

SPIP : Service Pénitentiaire d’Insertion et de Probation

DFSPIP : Directeur/Directrice Fonctionnel(le) de Service Pénitentiaire d’Insertion et de Probation

DPIP : Directeur/Directrice Pénitentiaire d’Insertion et de Probation

DISP de Rennes :

* Jeanne ROY, référent culture et sport – jeanne.roy@justice.fr

SPIP des Côtes d’Armor / Maison d’arrêt de Saint-Brieuc

* DFSPIP : Philippe FOURNIER – philippe.fournier@justice.fr
* DFSPIP adjointe : Cathy LE MOINE - cathy.le-moine@justice.fr
* DPIP : Alban DABOUIS – alban.dabouis@justice.fr

Coordination culturelle – MJC du Plateau : Rémy Chapelin - spip.mjcduplateau@gmail.com

SPIP du Finistère / Maison d’arrêt de Brest

* DFSPIP : Emmanuelle CALMON – emmanuelle.calmon@justice.fr
* DFSPIP adjointe : Cécile GALLIGANI – cecile.galligani@justice.fr
* DPIP :
* Coordination culturelle – La Ligue de l’enseignement du Finistère : Kiran RAMDIN - kramdin@laligue29.org

SPIP d’Ile et Vilaine

* DFSPIP : François TOUTAIN – francois.toutain@justice.fr
* DFSPIP adjointe : Muriel TEXIER – muriel.texier@justice.fr

Centre pénitentiaire de Rennes (femmes)

* DPIP : Laura CARIOU – laura.cariou@justice.fr
* Coordination culturelle – La Ligue de l’enseignement d’Ile et Vilaine : Victoria ROSTAND - victoria.rostan@ligue35.org

Centre pénitentiaire de Rennes-Vezin (hommes)

* DPIP : Tiphaine PEDRON – tiphaine.pedron@justice.fr
* Coordination culturelle – La Ligue de l’enseignement d’Ile et Vilaine : Cloé BOIVIN – cloe.boivin@ligue35.org

Maison d’arrêt de Saint-Malo

* DPIP : Virginie DANNA – virginie.danna@justice.fr
* Coordination culturelle – La Ligue de l’enseignement d’Ile et Vilaine : Victoria ROSTAND - victoria.rostan@ligue35.org

SPIP du Morbihan

* DFSPIP : Loïc KAPINSKI - loïc.kapinski@justice.fr
* DFSPIP adjoint : Thibault GAMA – thibault.gama@justice.fr

SPIP Lorient et Centre pénitentiaire de Ploemeur

* DPIP ALIP Lorient : Sophie DOREAU sophie.doreau@justice.fr
* DPIP CP Ploemeur : Anne-Claire DUBOIS - anne-claire.dubois@justice.fr
* Coordination culturelle – La Ligue de l’enseignement du Morbihan : Emmanuelle LE MENACH - elemenach@ligue56.fr

Maison d’arrêt de Vannes

* DPIP : Sarah DHARDHIVILLE - sarah.dhardiville@justice.fr
* Coordination culturelle – La Ligue de l’enseignement du Morbihan : Emmanuelle LE MENACH - elemenach@ligue56.fr

**Ministère de la justice / Protection Judiciaire de la Jeunesse**

**DTPJJ Grand Ouest**

DTPJJ 35-22 : 19A, rue de Châtillon, 35 000 Rennes

Nathalie Le Lay, conseillère technique

02 99 31 36 37 / nathalie.le-lay@justice.fr

DTPJJ 29-56 : 1 avenue du Braden bâtiment B, 29 000 Quimper

Valérie Elies, conseillère technique

02 98 52 24 60 / valerie.elies@justice.fr